



### DECLARATION

L'année 2017 aura donc son lot de tragédies, comme les années qui l'ont précédée depuis l'avènement d'AC au pouvoir. Oui, un mois après les manifestations des enseignants qui a vu à Conakry des vies fauchées, blessées ou marquées pour toujours, notre nation est de nouveau endeuillée et choquée avec la répression de la population de Gueckédou, le 14 mars dernier, pour avoir protesté contre les dénis de justice. Cette violence et les morts qui l'ont accompagnée ne ravivent-ils pas dans la mémoire collective les répressions des manifestations politiques et sociales avec plus de 80 citoyens assassinés et les exactions d'une barbarie innommable sur les populations de Saoro, Galapaye, Lola, Womey ?

Les évènements de Gueckédou s'inscrivent dans les abus de pouvoir du régime actuel. En effet, le citoyen Fara Désire Koundouno, démarché par le RPG pour sa popularité qui est bien assise dans sa région, refuse toutes les propositions de ce parti en revendiquant son ancrage dans l'opposition. On décide alors de lui faire payer cette outrecuidance. C'est ainsi que l'administration, au service du RPG, destitue son épouse, Victorine Koundouno, de son poste de proviseur du lycée de Koundou et le révoque de ses fonctions de maire de la CRD de Koundou.

Ce harcèlement administratif n'ayant pas suffi pour lier Fara Désire Koundouno, il faut en finir avec son entêtement en le jetant dans les mailles de la justice. Ce qui fut fait avec une accusation de détournement suivi d'un simulacre de procès et d'une lourde peine sous la férule d'un préfet zélé du nom de Mohamed V Keita. La population massée devant le palais de justice montrant son hostilité à ce verdict inique est alors réprimée par les forces de l'ordre à coups de jets de gaz lacrymogène et de tirs à balles réelles. Le bilan provisoire de cette macabre journée fait état de deux morts par balles, une femme nourrice et un garçon de 12 ans alors qu'il rentrait de l'école et de nombreux blessés, également par balles.

L'UFDG dénonce les violences indicibles endurées par la population guinéenne depuis 2010. Elles ne sont pas acceptables ni excusables. Elles ne doivent plus être tolérées. Ceux qui tuent doivent être punis conformément à la loi car il est devenu urgent pour mettre un terme à cette impunité récurrente. Faut-il rappeler que l'Etat est comptable des actes commis par ses représentants de l'ordre et doit en être tenu pour responsable. En renforçant la conviction de ceux qui commettent la violence qu'ils sont au-dessus des lois et du droit par l'impunité dont ils bénéficient, le pouvoir d'Alpha Condé porte atteinte aux valeurs de justice de la République et dégrade l'image du pays. Face à cette situation, L'UFDG lance un appel :

- À la société civile qui doit jouer son rôle dans la défense de la protection de la population en demandant à l'Etat de ne pas donner permis à tuer à ses représentants de l'ordre et de garantir avant toute chose les droits de l'homme ;
- Aux médias de poursuivre leurs efforts dans la dénonciation des manquements de la justice dans notre pays ;

- À tous les leaders d'opinion, à tous ceux qui exercent un leadership dans l'art, le sport, les affaires, de se servir de leur notoriété pour dénoncer la violence et l'impunité qui la nourrit.

Aux familles endeuillées, l'UFDG présente ses condoléances comme il exprime sa compassion à tous les blessés et à tous ceux qui ont souffert des exactions du 14 mars. Notre parti exige une justice équitable dans cette affaire de Koundou et demande la libération de ceux qui sont détenus au mépris de la procédure judiciaire.

Les vives déceptions qui ont accompagné les promesses non tenues sont la source de la grave perte de confiance du RPG et son gouvernement auprès de la population. Ils en sont conscients comme ils doivent l'être qu'aucune diversion et qu'aucune volonté de division ne sauront faire oublier aux guinéens les souffrances qu'ils vivent au quotidien. L'UFDG qui porte aujourd'hui l'espérance de la Guinée et de son peuple, sera en première ligne du combat pour la défense des droits humains et la justice nécessaire à la cohésion nationale. C'est à cet effet que nous demandons à nos militants de demeurer mobilisés.

**Cellule de Communication**